

Votations	4	Vaud	5	Écologie	8-9	Racisme	12
«Multinationales responsables»: premier pas timide		ZAD d'Eclépens: derrière la colline, un monde à sauver		Loi CO ₂ : sauvons le climat, pas les profits!		Gesticulations de l'islamophobie d'État en France	



La bataille pour la domination du monde

À la traîne dans les sondages et se remettant du Covid, Donald Trump mène un combat désespéré pour s'accrocher à la Maison Blanche. Le Démocrate Joe Biden, incarnation vieillissante de l'establishment de Washington, est

favori. Son Parti pourrait balayer les deux chambres du Congrès. La majeure partie des entreprises, des grands médias et la bureaucratie étatique soutiennent Biden pour sauver le capitalisme étasunien de la pandémie et de la récession.

Si Trump parvenait à gagner, il renforcerait son nationalisme incarné par son slogan «*America First*» qui a fait des ravages dans le pays et à l'étranger. Si Biden gagne, il restaurera la stratégie néolibérale de Washington consistant à superviser la mondialisation du libre-échange.

Tous deux sont déterminés à surmonter le déclin relatif de l'impérialisme étasunien mis à mal par l'apparition de nouvelles puissances économiques, les défaites catastrophiques en Afghanistan et en Irak et la grande récession qui touche le pays.

Santé

3

BLOUSES BLANCHES, COLÈRE NOIRE!

Trump a tenté de restaurer le pouvoir de Washington en sapant les structures d'alliance traditionnelles et les institutions internationales utilisées par les États-Unis pour superviser le capitalisme mondial. Il a abandonné le libre-échange au profit du protectionnisme, a imposé des tarifs douaniers à la Chine et a annulé les accords commerciaux multilatéraux au profit d'accords bilatéraux dans une logique mercantiliste de *deals*.

La gestion catastrophique de la pandémie et de l'économie par Trump n'a fait qu'aggraver le déclin relatif de Washington. Biden promet de nettoyer ce gâchis, d'établir un gouvernement d'unité nationale qui inclurait les Républicains centristes et de restaurer la stratégie de Washington de supervision du capitalisme mondial à travers ses structures d'alliance et ses institutions multilatérales pour concurrencer et contenir la Chine.

La réélection de Trump serait un désastre pour la politique mondiale. Mais Biden ne représente en aucun cas une véritable alternative. Il projette d'investir dans les infrastructures de haute-technologie étasuniennes, notamment la 5G, ainsi que dans les entreprises cruciales pour le complexe militaro-industriel de Washington. Il relocalisera les chaînes d'approvisionnement stratégiques de la Chine vers des pays alliés. Il a également l'intention d'utiliser les institutions internationales pour contraindre la Chine à accepter les normes néolibérales de Washington.

Biden espère déployer ces institutions pour réimposer un accord nucléaire à l'Iran, intimider la Corée du Nord et lui imposer un accord pour réduire son programme d'armement nucléaire, et stabiliser les régions et pays en crise. S'il promet de mettre fin à la guerre menée par l'Arabie Saoudite au Yémen, il va continuer de soutenir ce régime et les autres alliés réactionnaires de Washington comme Israël.

Ni Trump, ni Biden n'offrent aux peuples du monde de solution aux problèmes systémiques du capitalisme, de la pandémie à la récession mondiale, au changement climatique, à la crise migratoire, à l'inégalité des classes et à l'oppression institutionnelle.

Ashley Smith

AGENDA

Fribourg

SA 14 NOVEMBRE 14 H
POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE
BASÉE SUR L'ACCUEIL
Manifestation solidaire
Hôtel de Ville, Fribourg

International

« MULTINATIONALES RESPONSABLES »

En complément de l'article en page 4, regardez la vidéo du collectif Stop Pillage, avec: Ilias Panchard (Les Vert-e-s), Emma Lunghi (Pages de Gauche), Pierre Bayenet (solidarités)
[Facebook.com/StopPillage](https://www.facebook.com/StopPillage)
[Youtube: solidarités](https://www.youtube.com/channel/UC...)



SIGNEZ ET FAITES SIGNER LE RÉFÉRENDUM CONTRE LA LOI CO₂

FEUILLE DE SIGNATURES TÉLÉCHARGEABLES SUR NOTRE SITE
VOIR CAHIER ÉMANCIPATIONS

Impressum
Pierre Roboud
Éditeur
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
23 n° par an
Comité éditorial
Laura Cazador
Pierre Leemann
Joseph Daher
Morgaux Long
Aude Martenot

Maquette et mise en page
Julien Nagel
Pierre Roboud
José Sanchez
Relacture
Gaelle Kovalliv
Marc Leemann
Gabriella Lima
Pascal Vosticki
Françoise Wos

Abonnements
Annuel
Étudiant-e-s, chômeurs-euses, AVS/Al...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer:
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
► abos@solidarites.ch

Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

Fribourg/Fribourg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E voud@solidarites.ch
W solidarites.ch/voud

BLOUSES BLANCHES, COLÈRE NOIRE!

Face à la deuxième vague du Covid-19, à la détérioration de ses conditions de travail et aux mesures d'austérité imposées par les autorités cantonales, l'ensemble du personnel soignant se mobilisera partout en Suisse durant la dernière semaine d'octobre.

Si durant le printemps dernier, lors de la première vague du Covid-19, les personnels soignants ont été salués, applaudis et reconnus par la population pour les efforts fournis, cela ne s'est traduit aucunement par des améliorations salariales et professionnelles concrètes en automne. Symbolisant le fameux travail dit en « première ligne », le travail des salarié-e-s du secteur de la santé a souvent été qualifié comme essentiel et indispensable au fonctionnement de la société. Or, il a suffi de quelques mois pour que ces dernier-e-s ainsi que leurs efforts soient largement oublié-e-s. Si la société prônait impatiemment un « après Covid », un « non-retour à la normale », avec les personnels soignants revendiquant notamment des primes mais surtout une revalorisation salariale de tous les métiers dans la santé, rien de tout cela ne figure actuellement à l'ordre du jour.

Aujourd'hui, la crise sociale et sanitaire doit recentrer le débat sur les conséquences concrètes du rouleau compresseur néolibéral sur le secteur de la santé. Cela fait des années que les personnels soignants se battent avec les syndicats contre la déshumanisation de leur travail, contre la privatisation de leurs institutions et pour des meilleures conditions de travail. La crise du Covid-19 a rendu plus que jamais indispensable le fait selon lequel la santé doit rester un service public, fort et accessible à toutes et tous! Investir dans les services publics en terme d'augmentation des personnels, de revalorisation salariale et d'une meilleure organisation de la journée de travail revient à mettre la vie au centre.

Les profits plutôt que la vie

Or, dans un système capitaliste, la logique des autorités est précisément adverse: préserver les profits, pas la vie! Par conséquent, si pour l'économie privée, les cantons et les villes mettent en place des plans de relance économique, la logique diffère fort dans le secteur public. Dans ce cas-là, la logique dominante se traduit par les divers plans d'économie consistant à arracher des acquis et droits pourtant essentiels.

La liste devient longue: déroger à la Loi sur le travail, baisser les salaires (ponction de 1% à Genève), baisser le nombre de lits

voire fermer des sites hospitaliers entiers, rallonger les rythmes et horaires de travail (semaines de 60 heures), augmenter la cadence, supprimer les congés/vacances... S'ajoutent encore les différents projets de révision des caisses cantonales de pension, le but étant de diminuer les rentes pour travailler toujours plus.

Aujourd'hui, ce sont donc les travailleurs-euses en première ligne qui paient le prix de la crise. La colère de ces salarié-e-s, qu'on « paie » soit par les applaudissements depuis nos balcons, soit en les érigeant en héros-ines, gronde. Non seulement il leur est demandé

de fournir davantage d'efforts financiers, physiques et sanitaires, mais on les fait également jouer contre les chômeurs-euses ou salarié-e-s du privé, cassant ainsi toute possibilité de lutte commune.

Créer des solidarités militantes

Cette crise devrait permettre de politiser davantage les solidarités, créer des ponts, afin de construire une organisation active et combative sur les lieux de travail. S'organiser collectivement de manière permanente renforcerait et unirait le personnel pour défendre ses revendications, et son opposition aux mesures d'austérité.

C'est dans ce sens que se dirige l'appel lancé par le Syndicat des Services Publics (SSP) – soutenu par les travailleurs-euses dans la santé à travers le pays, comme par d'autres organisations syndicales et politiques – à se mobiliser partout en Suisse, de façon décentralisée, entre le 26 et le 31 octobre prochain. Plus que jamais, il est nécessaire de montrer les contradictions inhérentes du capitalisme: l'hôpital n'est pas une entreprise privée pour faire des profits et la santé n'est pas « un marché comme les autres ».

Tamara Knezevic

Eric Roset



« Applaudies au printemps, punies à l'automne », c'est ce sentiment d'injustice qui a poussé autant de blouses blanches dans la rue avec plus de 6000 employé-e-s de l'État et salarié-e-s du secteur subventionné le 15 octobre! Car quand, dans d'autres pays, les primes ou les augmentations de salaires reconnaissent l'engagement de la fonction publique pendant la 1^{re} vague, à Genève, le Conseil d'État prévoit des baisses de salaires de 6 à 10% pour éponger les centaines de millions de cadeaux fiscaux faits aux plus riches ces dernières années! La mobilisation contre ce budget inique semble déjà faire bouger le Grand Conseil, alors continuons jusqu'au retrait total de ces mesures et l'obtention d'un budget prenant en compte les besoins de la population!

TV



La cimenterie de LafargeHolcim de Ewekoro au Nigeria empoisonne tout le village.

National **Votations** **Initiative « Multinationales responsables »**

UN PREMIER PAS TIMIDE MAIS NÉCESSAIRE

Déposée en 2015, l'initiative « Pour des multinationales responsables » sera enfin soumise au vote ce 29 novembre 2020. En ancrant dans la Constitution le principe de responsabilité des entreprises multinationales suisses pour des violations commises à l'étranger, elle pose un nouveau garde-fou.

D éposée par une coalition de plus d'une centaine d'organisations de la société civile (syndicats, ONG, etc.), l'initiative « Pour des multinationales responsables » a pour objectif de permettre aux victimes de porter plainte contre les multinationales suisses qui commettraient des violations des droits humains ou environnementaux à l'étranger. Cela permettrait par exemple d'attaquer Glencore devant un tribunal civil suisse pour des affaires de pollution massive commises par une de ses filiales. Le site de l'initiative propose d'ailleurs quelques informations sur des cas emblématiques de violation extrêmement grave de droits humains et environnementaux.

Responsabilité des entreprises et diligence raisonnable

La notion de responsabilité des entreprises multinationales repose

notamment sur les « principes directeurs des Nations-Unies », un ensemble de recommandations aux États membres qui propose des garde-fous à même de mettre les multinationales face à leurs responsabilités quant aux violations des droits humains et environnementaux. Ces principes, non contraignants en termes juridiques, reposent notamment sur le concept de « diligence raisonnable ». Cela se traduit dans les faits par l'idée que l'entreprise est responsable de s'assurer, par divers processus, que ses activités ne sont pas une menace pour les droits humains.

Par exemple, dans le cadre d'une pollution massive, un groupement des populations touchées du pays concerné pourrait attaquer l'entreprise multinationale devant un tribunal suisse en lui reprochant de ne pas avoir mis en place les audits et études

préalables nécessaires. L'idée de l'initiative est donc de faire de ces « principes directeurs » une loi applicable en Suisse en ce qui concerne les multinationales au grand dam des milieux économiques qui préféreraient que ces principes restent des recommandations à suivre – ou pas – de manière volontaire.

L'esprit du texte de l'initiative repose donc sur l'idée que, lorsqu'une multinationale viole des droits humains et environnementaux à l'étranger, celle-ci doit prendre ses responsabilités. Présentée de cette manière, cette initiative relève du bon sens, ce que reflète le très large soutien accordé au texte. En effet, en plus des 130 organisations de la société civile qui ont porté ce projet, cette initiative a su faire passer son message largement : de la mobilisation de très nombreux et nombreuses bénévoles à la créa-

tion de comités de soutien issus des églises et des milieux bourgeois, y compris un comité de parlementaires bourgeois et comité de patron-ne-s et d'ex-patron-ne-s. Même l'UDC Valais romand soutient le texte en argumentant qu'effectivement la torture et le travail des enfants ne sont pas des choses acceptables.

Des multinationales déterminées

De l'autre côté, la faitière patronale Économiesuisse, une majorité d'élu-e-s du PLR et de l'UDC, ainsi que les lobbys des multinationales s'y opposent. Entre les attermoissements du parlement qui a mis plus de quatre ans à traiter ce texte, les scandales autour des méthodes de lobbying des multinationales et le contre-projet alibi du Conseil fédéral concocté directement par la fédération Swissholding (qui comprend Glencore, Nestlé, LafargeHolcim), ils et elles ne se sont pas laissé faire. En effet, selon l'Office fédéral de la statistique, les multinationales étrangères ou suisses fournissent un quart des emplois en Suisse et savent se faire représenter auprès des personnes qui comptent. Il semble donc que l'idée qu'on les mette face à leurs responsabilités soit quelque peu dérangeante.

En conclusion, il s'agit d'un pas timide, un ajout juridique à un arsenal déjà trop faible pour que les victimes de ces violations puissent avoir accès à la réparation qui leur est due. En effet cet outil aura toujours moins de poids qu'une société civile forte et bien organisée dans les pays où ces violations interviennent. Il est également nécessaire que les États dans le Sud global comme dans le Nord global soient à même de contrôler efficacement les pratiques de ces multinationales. L'on peut également penser que le secteur des multinationales, dans l'état actuel d'un capitalisme néolibéral, ne pourra être complètement encadré. Il est également nécessaire de questionner la notion de droits humains, ce qu'elle recouvre et surtout ne recouvre pas.

Nonobstant ces critiques et interrogations valables, notre camp politique doit néanmoins appeler à voter oui le 29 novembre pour mettre un coup de marteau dans le mur de la toute-puissance des entreprises multinationales.

Maimouna Mayoraz

MAUVAISES SURPRISES AUX ÉLECTIONS COMMUNALES

La nouvelle commune fusionnée intégrant Corcelles-Cormondrèche, Peseux et Valangin, passant de 33 000 à 45 000 habitants, affrontera la crise avec un législatif toujours à gauche, mais un exécutif dominé par la droite patronale.

La participation est à nouveau faible (30 %). Manifestement les localités ayant rejoint Neuchâtel, qui élisent traditionnellement à droite et dans lesquelles la solidarité est moins présente, se sont plus mobilisées. Notre cam-

pagne électorale dynamique et conviviale, renforcée par l'adhésion de plusieurs nouveaux et nouvelles militant·e·s, n'a pas pu s'opposer à cette réalité : solidarité, avec 5,6 % des voix (-1,4 %) perd un de ses trois sièges. Le PS

perd lui aussi 3 sièges en faveur des Vert·e·s (+4 sièges) qui raflent la mise sans influence sur l'équilibre gauche droite (11 Vert·e·s, 10 PS, 2 Solidarités et 1 POP contre 12 PLR et 5 PVL).

La mauvaise gestion du service des bâtiments et la fuite hostile dans les médias d'un rapport non-finalisé et injurieux auront eu raison de la Conseillère communale verte Christine Gaillard. C'est Nicole Baur, déléguée à l'égalité du canton et candidate elle aussi sur la liste commune Verts-solidarités-PoP, qui prendra sa place. Le chamboulement vient de l'éviction de la socialiste Anne-Françoise Loup au profit d'un vert-libéral. Le PLR et le PVL remportent 3 sièges sur 5 en ne totalisant que 45 % des suffrages. La cause se trouve dans

la réforme de la loi électorale que nous avions refusée : l'élection est proportionnelle, mais sans apparentements autorisés.

Enfin, les difficultés du dépouillement entachent ces élections. Le système informatique de décompte électronique des bulletins de vote, acheté à grands frais par le canton, est tombé en panne provoquant un jour de retard dans l'annonce des résultats. Les conditions du contrôle démocratique du décompte ne sont plus réunies et le doute s'est insinué. Nous demanderons un décompte des bulletins à la main pour vérifier si ce système, appelé à fonctionner dorénavant, est fiable et le résultat exact. Nous avons besoin de transparence sur les processus électoraux.

Dimitri Paratte

DERRIÈRE LA COLLINE, UN MONDE À SAUVER

La colline du Mormont à Eclépens dans le Nord-vaudois est démembrée petit à petit par une cimenterie de Holcim. Des militant·e·s tentent de stopper le désastre.

Le Mormont a été classé à l'Inventaire fédéral des paysages d'importance nationale en raison de sa richesse biologique. C'est un petit coin de nature relativement préservé où l'on trouve pas moins de 200 espèces de plantes et plusieurs espèces d'animaux rares et protégés.

La carrière de calcaire d'Eclépens est exploitée depuis 1953. Depuis 1990 l'extraction s'est accélérée, entaillant fortement la colline. Holcim, filiale de la multinationale LafargeHolcim (2,2 milliards de francs de bénéfice en 2019), qui exploite cette carrière prévoit de détruire la moitié du Mormont d'ici 2070.

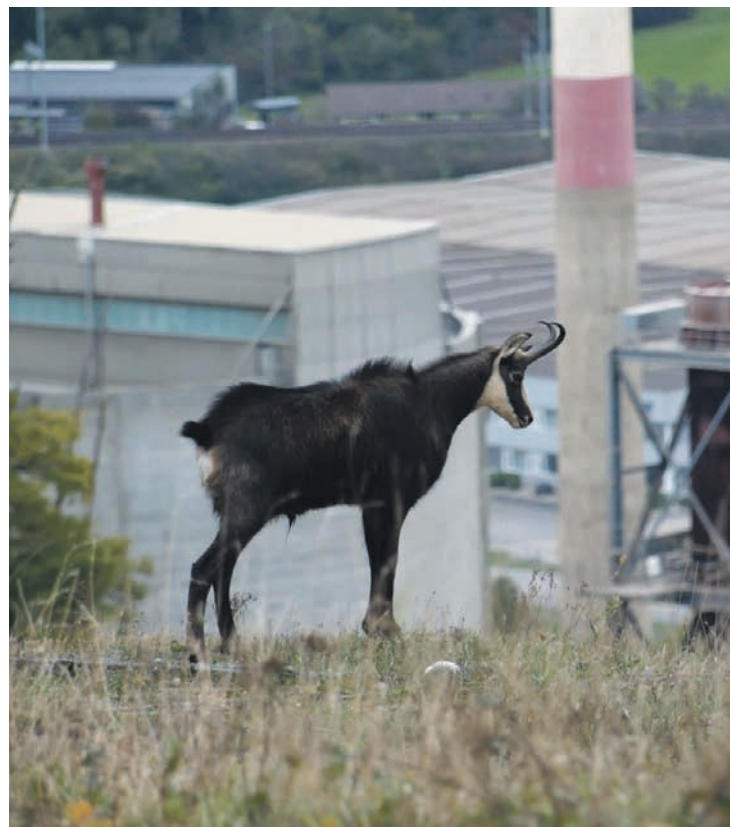
Depuis 2014, l'Association pour la sauvegarde du Mormont (ASM) lutte contre cette destruction par la voie juridique. Une première victoire en 2018 au Tribunal cantonal contre un plan très lacunaire d'extension de la carrière avait donné un peu d'espoir aux défenseurs·euses de la nature. C'était sans compter la contre-attaque du gouvernement vaudois – le même qui vante son «amibiteux» Plan climat – qui a mis en consultation un plan très similaire auquel

l'ASM s'était opposée puis a été déboutée. En juillet de cette année, des membres de l'ASM et trois ONG ont fait recours au Tribunal fédéral.

C'est pour appuyer ce combat que la Zone à défendre (ZAD) de la Colline s'est établie le 17 octobre aux abords de la carrière d'Eclépens. La quarantaine de zadistes des «Orchidées contre béton armé», nom choisi en référence aux 16 espèces rares de cette fleur qui y poussent, veulent alerter sur l'urgence de s'opposer au projet de la multinationale. Féministes, antiracistes, antisécistes et anticapitalistes, ils-elles organisent visites, conférences, rencontres et concerts et tissent des liens avec la population locale. Notre camarade Alexandre Salama a tourné un beau petit reportage sur place.

Agir local, penser mondial

Cette lutte qui apparaît locale vise bien plus que la défense d'un petit coin de nature. Ce n'est pas une lutte «Not in my backyard» («pas dans mon jardin»), elle vise bien l'industrie du béton. Car le calcaire extrait devient du béton, après un passage à 1500 °C. L'industrie du



Capture d'écran du film d'Alexandre Salama (à voir sur Youtube)

béton émet énormément de CO₂ et le site d'Eclépens est le sixième plus gros émetteur de Suisse.

En mars 2020, la Grève du climat envoyait une lettre ouverte aux dirigeant·e·s d'Holcim pour dénoncer les effets néfastes du bétonnage, et en plaidant pour une sortie du béton. Utiliser des matériaux de construction alternatifs (bois, paille, terre...) locaux et recycler les matériaux de construc-

tion est impératif pour contenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5° C.

Notre député Hadrien Buclin a interpellé le gouvernement mardi 28 octobre : «N'est-il par encore temps pour le Conseil d'État de se montrer cohérent par rapport aux objectifs de son Plan climat de revoir sa décision concernant l'extension de la carrière de Holcim?».

Niels Wehrspann



Fribourg **Monde du travail**

MIROIR DE LA SOCIÉTÉ FRIBOURGEOISE

Le dimanche 29 novembre se tiendra l'épilogue d'une longue saga qui agite la fonction publique fribourgeoise depuis plus de 2 ans déjà. La révision de la Caisse de prévoyance du personnel de l'État de Fribourg (CPPEF) sera soumise au vote.

Comme souvent à Fribourg, l'ensemble de la classe politique, ou presque, soutient un projet largement antisocial: de l'UDC au Parti socialiste (PS), de la FEDE – pseudo-syndicat de la fonction publique – aux Vert-e-s, en passant par le PDC et le PLR, tout le monde applaudit des deux mains le projet du ministre des Finances Georges Godel. Tout le monde? Pas tout fait: le SSP s'y oppose, comme l'Union syndicale fribourgeoise (USF) ou encore les Jeunesses socialistes (JS).

Projet largement antisocial

Pourtant, ce projet de révision de la CPPEF ferait se dresser sur la tête le poil du social-démocrate le plus modéré. Jugez plutôt: passage de la primauté des prestations à la primauté des cotisations; élévation de l'âge de la retraite de 4 ans (de 60 ans à 64 ans); baisse des rentes entre -9,5% et -30%; diminution des salaires de 1,7% à partir de l'âge de 45 ans. Avouez-le: rallier le Parti socialiste à un tel projet est un tour de force pour le grand argentier fribourgeois.

Grosses mobilisations

Par ailleurs, ce projet de révision a suscité les plus grandes mobilisations que la fonction publique fribourgeoise ait jamais connues: une

manifestation a réuni plus de 4000 salarié-e-s au mois de février 2019; un débrayage d'une heure a été suivi par près de 4000 salarié-e-s à nouveau au mois d'avril 2019; enfin, et c'est historique, une journée d'actions et de grève – organisée à l'instigation du seul SSP – a réuni quelques centaines de salarié-e-s au mois de mars 2020. À ce moment, la direction de la faïtière des associations professionnelles – la FEDE – avait déjà accepté le projet du gouvernement, malgré un mécontentement certain auprès des salarié-e-s concerné-e-s. Comme en 2013, lors des précédentes mesures d'économie.

Révéléateur de la culture fribourgeoise

Cette situation est le résultat de l'intégration complète, à Fribourg, de la social-démocratie aux projets développés par les forces bourgeoises. Non seulement celle-ci se rallie aux contre-réformes décidées par les forces bourgeoises (le patronat et ses relais politiques), mais elle n'apporte aucun soutien aux mobilisations de salarié-e-s, pourtant impressionnantes. Décidément, plus que jamais une force politique de gauche est nécessaire à Fribourg!

Patrick Joshua

Genève **Logement** **Cité Léopard**

ENSEMBLE CONTRE LES EXPULSIONS

Contre des menaces d'expulsion, les habitant-e-s de la cité se sont organisé-e-s collectivement. Leur lutte a donné des premiers succès.

Fin juillet 2020: plusieurs journaux mettaient à jour la situation de dizaines de familles dans cinq immeubles de la Cité Léopard à Carouge: «Des dizaines de familles menacées d'expulsion», «Carouge, octogénaires expulsés», «leur cité va être rasée, ils ont dû mal à se reloger», etc.

Depuis plus de dix ans un projet immobilier de démolition et de reconstruction est en cours, prévoyant des logements et des espaces commerciaux locatifs, une ludothèque, un espace de rencontre, le tout autour d'une grande cour intérieure. Cependant rien ne s'est passé comme prévu dans la planification de démolition. De plus, la prise en charge des familles concernées était «gérée», selon les locataires, de façon

menaçante et agressive: informations inexistantes, propositions de relocation aux loyers beaucoup trop élevés, dysfonctionnements de communication avec la SUVA et Gérofinance.

Ces familles se retrouvaient dans la crainte d'une d'expulsion, la régie Gérofinance-Dunand et la Suva propriétaire du terrain leur ayant signifié des résiliations de bail au 31 juillet 2020 et un état des lieux de sortie au 5 août 2020, alors qu'il n'y avait toujours pas d'autorisation de construire.

Grâce à une réaction rapide et spontanée, des militant-e-s de l'Association Carouge Est et du Silure ont organisé une première assemblée générale des habitant-e-s de la Cité Léopard le 27 juillet 2020 dans la cour

Cité de la musique

SIGNEZ LE RÉFÉRENDUM!

Le 6 octobre, la majorité du Conseil municipal (PLR, PS, PDC, MCG) a voté en faveur du projet de la Cité de la musique. Le Plan d'aménagement de quartier (PLQ) porte atteinte à la biodiversité de la ville.

Le PLQ permettra la construction à la place des Nations d'un grand bâtiment avec salle de concert de 1580 places pour l'Orchestre

de la Suisse romande (le Victoria Hall étant jugé désuet), deux salles annexes, des locaux administratifs et des salles de classe pour la Haute



PERMANENCES JURIDIQUE, ADMINISTRATIVE ET INFORMATIVE

Tous les jeudis **dès 17 h**
au numéro 32, 1^{er} étage

PROCHAINE AG

Lundi 2 novembre **18 h 15**
sous la tente dans la cour
intérieure de la Cité Léopard

légaux et administratifs.

Trois listes sont créées:

- Liste des personnes ayant trouvé un appartement
- Liste des personnes n'ayant pas trouvés d'appartement ou que des propositions trop chères
- Liste des personnes qui souhaitent revenir à la Cité Léopard lorsque les travaux seront finis

Premier succès

Point positif: à ce jour (AG du 28 septembre), une dizaine de familles ont trouvé un appartement (quatre familles aux Tours-de-Carouge et six autres ailleurs dans le canton).

Il s'agit encore de trouver une solution individuelle pour chacun-e-x car des échéances telles que les autorisations de construire vont tomber fin octobre et qu'il reste encore quarante à cinquante familles à reloger. Le mot d'ordre reste toujours le même, toutes et tous seront là jusqu'au relogement de la dernière famille. Personne ne sera abandonné.

Marjo Blanchet

existante. Cette première a réuni pas moins de septante habitant-e-s, et personnes venu-e-s en soutien. Mot d'ordre de cette assemblée: «*Aucune expulsion sans relogement.*»

Cette initiative a permis un mouvement de lutte collectif, un espace de parole libérée et une synergie des forces. Certain-e-s habitant-e-s ont pris cette lutte à bras-le-corps et l'on peut être certain-e-s qu'ils ne lâcheront rien.

Cette première assemblée aura également permis à la Commune de saisir l'ampleur de la détresse

et des pressions exercées sur les familles. Quant à la SUVA, elle s'est engagée à suspendre toute procédure d'expulsion. La mairie a lancé dès septembre une task force avec la SUVA, Gérofinance, les fondations immobilières, le service social communal et un médiateur en contact direct avec les familles concernées afin d'échanger et régler tous les problèmes administratifs qui ont émergé.

Barbecue et espaces de réunion

Depuis, deux autres assemblées ont permis de venir en aide aux

habitant-e-s, dont certain-e-s, déjà relogées entre-temps à Carouge ou ailleurs dans le canton, continuent de participer en soutien aux autres familles. Un formidable barbecue organisé par les habitant-e-s a permis un moment de convivialité et de détente dans la lutte. La Commune va mettre à disposition une tente afin de pouvoir tenir les prochaines assemblées malgré les intempéries. L'appartement vide n°32 a été mis à disposition afin de pouvoir tenir des séances de soutien informel,

école de musique, actuellement dispersées. Les promoteurs du projet ont obtenu les promesses de mécènes pour financer le coût du bâtiment et l'élaboration d'un parc public. Le parc des Feuillantines, terrain privé, est cédé par l'ONU. Tout est fait pour rendre le projet attrayant et de nombreuses manifestations musicales en ville agüichent la population.

Mais la construction de l'énorme bâtiment implique des atteintes à la biodiversité, l'abattage de 130 arbres anciens, et d'une villa du 19^e siècle encore en bon état. Elle amènera encore

plus de trafic dans le quartier du Petit-Saconnex.

Aucune consultation démocratique

Nous sommes aussi inquièt-e-s de la gestion financière de cette aventure. Les promoteurs prennent en charge les frais de construction et une partie des frais de fonctionnement, nous disent-ils, mais nous savons que ces montants peuvent exploser, comme par exemple à Lucerne, où le centre culturel KKL avale la plus grande partie du budget de la culture. Une fois la Cité de la musique construite, s'il y a défi-

cit, le Canton prendra-t-il vraiment le relais? Qui nous garantit que la Ville ne sera pas obligée de payer?

C'est aussi un projet antidémocratique, décidé entre riches, pour une élite, sans concertation avec l'ensemble des milieux musicaux. La Fédération des musiques de création, de nombreux autres groupes, les musiciens et musiciennes indépendant-e-s qui cherchent de nouvelles voies et offrent des prestations multiculturelles n'ont pas besoin de nouvelles salles, mais plutôt d'un véritable soutien à la création. La Cité de la musique ne s'en préoccupe pas.

Pour surmonter la crise climatique, notre époque doit être celle de la sobriété, de la décroissance. Nous n'avons plus besoin de grands paquebots qui coulent, comme le Stade de Genève.

Ensemble à Gauche aime la musique, classique, et aussi diverse et foisonnante, mais a voté non à ce projet et s'est jointe au Comité référendaire. Habitant-e-s en Ville de Genève (Suisses ou résident-e-s depuis 8 ans), êtes invité-e-s à signer et faire signer le référendum.

Maryelle Budry

Cartes référendaires encartées dans ce numéro pour les abonné-e-s genevois-e-s

LOI SUR LE CO₂: SAUVONS LE CLIMAT, PAS LES PROFITS!

La loi fédérale sur le CO₂ n'est pas le « petit pas » revendiqué par ses partisan·ne·s. En entérinant une écologie de marché, elle protège les gros pollueurs et pénalise les plus pauvres. Le projet écosocialiste défendu par solidarités est une alternative crédible.

E mblématique d'un projet qui épargne les plus riches et les plus gros pollueurs, on ne trouve dans la loi sur le CO₂ (LCO2) aucune mesure contraignante pour empêcher la croissance des investissements de la place financière suisse dans les hydrocarbures. Pourtant, entre les banques privées, la BNS et les caisses de pension suisses, la place financière pollue vingt-deux fois plus que la population. Les investissements des grandes banques et des multinationales de l'assurance dans les énergies fossiles nous mènent droit vers un réchauffement planétaire à 4 ou 6° C, bien au-dessus de la limite fatidique des 1,5° C. Un tel aveuglement, guidé par le seul souci de maximiser les profits, entre en totale contradiction avec l'Accord de Paris sur le Climat.

Dès lors, en se concentrant sur les émissions sur le territoire helvétique et en laissant de côté les conséquences climatiques des actions de la place financière suisse et en ignorant les émissions générées par les flux financiers, la LCO2 loupe l'essentiel.

Des mesures injustes...

Au cœur de la loi se trouve un système de taxes censées jouer un rôle incitatif. Ces taxes frapperont en premier lieu les classes moyennes et les plus précaires, tout en ne dissuadant pas les plus riches de polluer sans compter. La loi renforcera donc les inégalités, en contradiction avec le principe de justice climatique défendu par les mouve-

ments écologistes. Au contraire, une fiscalité écologique efficace et juste doit tenir compte des revenus et appliquer le principe du plus gros pollueur, plus gros payeur.

Surtout, ces taxes seront sans effets sur les modes de production et de déplacement à la source du dérèglement climatique. Une taxe de quelques centimes par litre d'essence est infime au regard des variations habituelles du prix à la pompe: elle ne changera pas les habitudes individuelles mais plombera le budget des ménages qui peinent déjà à joindre les deux bouts. Et une augmentation massive de cette taxe mettrait en difficulté les ménages modestes vivant en périphérie, sans améliorer leurs alternatives en matière de mobilité écologique. Même chose pour la taxe sur les billets d'avion: les plus riches ne verront pas la différence. Une loi digne de ce nom déciderait de l'interdiction des liaisons aériennes pouvant être assurées par d'autres moyens de transports et favoriserait une vraie politique du rail.

Quant à l'isolation thermique des bâtiments, les moyens engagés sont très insuffisants. Surtout, les propriétaires (souvent des grandes sociétés immobilières) auront le choix de répercuter le prix des travaux sur des loyers déjà élevés. Les mêmes propriétaires se verront redistribuer le produit des taxes, sans aucune contrepartie, alors que les locataires paieront le prix de l'augmentation des combustibles si leur propriétaire n'engage pas de travaux d'assainissement.

L'injustice se joue aussi entre pays. Les classes dirigeantes des pays riches, comme la Suisse, ont une lourde responsabilité dans le dérèglement climatique, tandis que les populations du Sud global sont au premier rang des victimes. Réparer cette injustice impliquerait que la Suisse empêche ses entreprises de polluer à l'étranger et apporte son soutien aux pays touchés par les désastres écologiques. C'est l'inverse que prévoit la LCO2: faute de mesures, les multinationales suisses ou installées en Suisse, comme Glencore, Nestlé ou Vale, pourront continuer à détruire les écosystèmes et le cadre de vie des populations à travers le monde.

...pour des effets insuffisants

Même si l'on admet les prévisions optimistes des partisan·ne·s de la LCO2, qui prévoient une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 50 % d'ici 2030, ce serait insuffisant: selon les derniers rapports du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), pour éviter un réchauffement supérieur à 1,5° C, les pays les plus émetteurs, comme la Suisse, doivent atteindre la neutralité carbone dès 2030. Sinon, le risque est celui d'une augmentation 4° C avant la fin du siècle qui, selon le GIEC, aurait des conséquences catastrophiques pour les conditions de vie de l'humanité, y compris en Suisse.

La LCO2 laisse une trop grande place aux mesures dites de « compensation » à l'étranger et donc à

une réduction artificielle des émissions de GES, au lieu d'un effort concret. De même, elle entérine le principe de la Bourse du Carbone, qui permet aux pays riches d'acheter des droits à polluer en subventionnant des politiques environnementales à l'étranger. Dans les deux cas, cela revient à délivrer de véritables permis de polluer. Selon la même logique, plutôt que de s'attaquer directement aux principales activités à la source du dérèglement climatique, la LCO2 incitera à l'emploi de techniques dites d'« émissions négatives » (captation du CO₂ présent dans l'atmosphère), alors que l'efficacité limitée et les conséquences imprévisibles de telles techniques devraient inciter à les considérer comme des outils de dernier recours.

Pour une alternative écosocialiste: changer de paradigme

La catastrophe écologique est la conséquence du système capitaliste, dépendant d'une croissance infinie. Au lieu d'une loi adhérent à la logique du marché, il faut une planification écologique décidée

Alexandre Salama



La Loi CO₂ ne pénalise pas les



banques qui investissent par exemple dans la multinationale LafargeHolcim, principal émetteur de CO₂ en Suisse.

démocratiquement, qui rompe avec le productivisme et se fonde sur le principe de justice climatique : la politique environnementale doit contribuer à une meilleure répartition des richesses et permettre à chacun·e de modifier ses comportements sans subir de dégradation de ses conditions de vie.

Dans cette perspective, solidarités se bat pour dix mesures d'urgence :

- L'objectif : zéro émission nette d'ici 2030
- La création d'un Fonds Climat pour financer la transition écologique, financé par une fiscalité équitable
- Une transition immédiate vers un système énergétique public basé à 100 % sur les énergies renouvelables; l'arrêt des centrales nucléaires
- L'abolition de l'élevage intensif et la transition vers une agriculture décarbonée et locale
- Un strict encadrement légal du négoce et l'interdiction de la spéculation sur les matières premières
- La décarbonation totale des transports terrestres; un moratoire sur les projets de

nouvelles routes, autoroutes et aéroports, et la transition vers des centres-villes sans voitures d'ici 2030

- L'interdiction, d'ici 2030, des vols en avion court-courrier; un investissement massif dans les trains de nuit; la mise en place de quotas de rationnement pour l'aviation
- La protection et la mise en réseau des milieux naturels ou construits d'importance pour la biodiversité
- Un subventionnement massif pour la rénovation écologique des bâtiments, sans répercussion sur les loyers
- L'interdiction des activités polluantes, nuisibles et inutiles (publicité commerciale, production d'armements, industrie du luxe)

Au-delà de cette campagne, solidarités se bat pour une redéfinition de nos priorités, une transformation en profondeur de nos modes de production et d'échange, et pour construire une société plus solidaire, basée sur la satisfaction des besoins sociaux de toutes et tous et favorisant

un rapport harmonieux de l'être humain avec les écosystèmes. La LCO2 ne va pas vers ces objectifs : elle verrouille une politique libérale qui ne permettra pas d'éviter la catastrophe. L'urgence climatique ne laisse plus le temps pour les demi-mesures ou les fausses solutions.

Les faux arguments des partisan-ne-s de la LCO2

Les partisan-ne-s de la nouvelle loi avancent une série d'arguments fallacieux. Pour commencer, nous répondons que la LCO2 *n'est pas* un « *petit pas en avant* ». Elle verrouille la politique écologique de la Suisse pour les années à venir et perpétue le mythe d'une écologie de marché. Cette prétendue politique du « *moindre mal* » promet de nous mener vers le « *toujours pire* ». Autre argument : les taxes sont équitables. En réalité elles resteront sans effet sur les riches, c'est-à-dire les principaux pollueurs, tout en impactant la vie des plus pauvres.

Les défenseurs-euses de la loi invoquent l'excuse de la majorité parlementaire actuelle, oubliant

que le rapport de force politique se construit aussi hors des institutions, comme l'ont montré les grands mouvements écologistes en Suisse. On accuse aussi les référendaires de faire le jeu de l'UDC et des climato-sceptiques. Mais, comme avec le référendum (victorieux) contre PV2020, nous ne pouvons pas mettre de côté les injustices d'une loi sous prétexte que les réactionnaires la combattent aussi.

Dernier argument : la Suisse est un minuscule pays et ne pourrait rien à son échelle. En réalité, le pays héberge de nombreuses multinationales polluantes et est numéro un dans l'accueil des sociétés de trading de matières premières. De plus, la population helvétique, l'une des plus riches du monde, est responsable d'une pollution par habitant·e très supérieure à la moyenne mondiale. Et la place financière suisse, l'une des plus grandes et des plus puissantes du monde, pourrait entraîner un changement de paradigme au niveau mondial en renonçant à investir dans les énergies fossiles et les industries polluantes.

Texte intégral sur notre site

«IL N'EST PLUS POSSIBLE DE TRAVAILLER DANS L'ACADÉMIE SANS PORTER ATTEINTE À SA PROPRE SANTÉ»

Un comité national composé de doctorant-e-s et post-doctorant-e-s des hautes écoles suisses a lancé une pétition adressée à l'Assemblée fédérale. Il demande «l'adoption de mesures concrètes visant à protéger la santé et la vie familiale du personnel scientifique, améliorer ses conditions de travail et garantir la qualité des connaissances produites».

De nombreuses associations du corps intermédiaire (catégorie regroupant doctorant-e-s, post-doctorant-e-s, chargé-e-s d'enseignement et collaborateurs-trices scientifiques) soutiennent cette démarche. Nous nous sommes entretenus avec un membre du comité pétitionnaire pour mieux connaître les contours de cette lutte.



Pourquoi une pétition pour améliorer les conditions de travail dans les hautes écoles suisses? Le domaine de l'enseignement supérieur (universités et HES) a été fortement restructuré au cours des deux dernières décennies. En Suisse, deux étapes majeures marquent ce processus: d'abord les accords dits de Bologne en 1999, puis l'entrée en vigueur de la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE) en 2011. Les chercheuses et chercheurs se retrouvent désormais mis en concurrence les uns contre les autres pour assurer le financement de leur poste de travail dans un contexte de dépendance personnelle auprès d'un-e professeur-e, de périodes de chômage intermittentes et de conditions ne permettant pas de se construire une identité scientifique.

Pourriez-vous vous imaginer être engagé-e avec, en même temps, trois contrats de travail à temps partiel, à durée déterminée et dans deux universités différentes? Les rythmes de travail particulièrement intenses, la pré-

carité financière et l'absence de perspectives ne sont plus tenables à long terme une fois passé un certain âge.

Votre pétition demande la création d'un nombre conséquent de postes stables pour le personnel scientifique. De quelle manière l'Assemblée fédérale pourrait y répondre favorablement? La condition de détresse du personnel scientifique est connue depuis plusieurs années comme en témoignent les rapports produits entre autres par l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH) ou le Conseil fédéral. Pourtant, aucune mesure n'a été prise pour remédier à cela et la situation a continué de s'aggraver.

Nous sommes toutes et tous conscient-e-s d'une chose: il n'est plus possible de travailler dans l'académie sans porter atteinte à sa propre santé. La qualité de la recherche et celle de l'encadrement des étudiant-e-s baisse inévitablement. La pétition est là pour lancer un cri d'alarme sur l'urgence

de la situation. Nous avons récolté plus de 4000 signatures en seulement trois semaines!

Notre revendication est très simple: il est indispensable de créer un nombre conséquent de postes stables pour les chercheuses et chercheurs disposant d'un doctorat. Pour cela, la recherche ne doit plus reposer sur le financement par projets, mais sur le financement de postes stables. Le fonctionnement interne de l'université doit aussi être repensé pour permettre une telle réforme. L'Assemblée fédérale peut exiger du Fonds national suisse (FNS) de revoir sa politique de financement de la recherche. Elle peut aussi lier le financement de base des hautes écoles à l'exigence d'une stabilisation du personnel scientifique.

D'où est partie votre pétition? Quelles sont les possibilités de construction d'un mouvement large? Tout a commencé dans l'institut de recherche où je travaillais: les post-doctorant-e-s engagé-e-s sur des projets étaient convié-e-s

à des réunions sans droit de vote sur les décisions liées à la vie institutionnelle. À nos yeux c'était inacceptable: nous n'avions pas de droit de cité dans l'institut où nous étions les chevilles ouvrières. C'est à partir de là que nous avons commencé à lutter pour que ce droit de cité soit obtenu véritablement, c'est-à-dire par des conditions de travail décentes. Plusieurs tentatives de résistance avaient déjà eu lieu, mais la plupart avaient échoué.

Nous sommes les premiers-ères à avoir réussi à lancer une pétition nationale. De nombreuses collègues nous écrivent chaque jour pour nous offrir de l'aide ou des témoignages sur leur condition de précarité. Environ 10 % des signatures viennent de collègues basé-e-s en France, Allemagne ou Angleterre. Dans ces pays, le corps intermédiaire lutte aussi pour des meilleures conditions de travail. Toute cette dynamique montre que la construction d'un mouvement large, et international, est déjà en train de se faire.

Propos recueillis par la rédaction

UN FAUX AIR DE CHANGEMENT

L'industrie automobile capitaliste joue actuellement son avenir sur un changement technologique. Mais réduire les émissions de CO₂ ne signifie absolument pas réduire le trafic automobile, ni le nombre de véhicules fabriqués, synonymes de dividendes pour les actionnaires.

Pour les constructeurs, l'enjeu actuel est de remplacer le parc automobile actuel en l'espace de 30 ans. L'argument écologique masque la réalité commerciale. Le but est de maintenir la croissance d'un secteur majeur des économies capitalistes. Le développement des véhicules hybrides permettrait de conserver l'appareil de production actuel, tout en laissant croire que le virage de l'électrification est amorcé. Le tout arrosé de larges subventions publiques pour l'acquisition de nouveaux véhicules.

Ce processus reste encore handicapé par le manque d'infrastructures de recharge. Transformer le réseau de stations-services pétrolières en centrales de recharge n'est ni gratuit ni immédiat. Cela représente le principal obstacle. Enfin, comment produire l'électricité sans énergie fossile ? Le lobby nucléaire pointe son nez.

L'hydrogène remplace la batterie

S'il est impératif de réduire l'importance du parc de véhicules individuels dans une perspective de sobriété énergétique et de réduction de la pollution, la mobilité individuelle restera encore nécessaire à cause de la dispersion géographique des populations.

Pour répondre au défi technologique de la transformation du parc automobile, le moteur à hydrogène représente une alternative intéressante aux moteurs électriques. Le principe physique est simple. Une pile dite à combustible transforme une réserve d'hydrogène en électricité.

Cependant il ne s'agit pas de concevoir un remplacement à l'identique. Les projets écosocialistes doivent inclure une réduction sensible du parc automobile par une substitution au moyen d'autres modes de transport et par

des changements dans l'aménagement du territoire et dans les développements urbains. En premier lieu pour respecter les objectifs de baisse des émissions de gaz à effet de serre. D'autres raisons de santé publique (bruit, pollution, espace public, ressources naturelles) et de sobriété écologique justifient un remplacement rapide de l'antique moteur à explosion par un autre équipement. La motorisation à base d'hydrogène servira aussi d'autres modes de transport collectif (bus, tramways), transport routier et maritime.

Une nouvelle carte de l'électricité

Actuellement, l'hydrogène reste produit largement (95 %) à partir des matières fossiles. Une autre technique consiste à l'obtenir par électrolyse, au moyen de sources d'énergies renouvelables (solaire, éolien, marée motrice).

La production d'électricité à partir de l'énergie solaire représente un potentiel immense. Le rayonnement solaire est gratuit, et il couvre

toute la planète. Certaines régions sont plus favorables à une production de masse pour des raisons géographiques : grand ensoleillement, disponibilité de grandes surfaces désertes. Cela implique un redéploiement de la géographie de la production électrique telle qu'on la connaît aujourd'hui.

L'installation de grandes centrales solaires dans les zones semi-désertiques de tous les continents permettrait de redessiner une nouvelle carte énergétique.

La synthèse de l'hydrogène rend possible le stockage de l'énergie solaire et la rendre disponible dans d'autres endroits de la planète bénéficiant de moins d'ensoleillement ou de moins d'espace pour y installer les capteurs solaires. Ce déploiement n'est pas contradictoire avec un développement de capteurs solaires dans les zones urbaines et avec une production locale. La diversification et la décentralisation des sources énergétiques, tout comme la sobriété énergétique, devrait devenir une pratique généralisée.

LA VOITURE ÉLECTRIQUE EN FRANCE AUJOURD'HUI

En 2020, 6 % des véhicules neufs sont électriques. C'est principalement un véhicule acheté par des couples et des familles avec hauts revenus et habitant en périphérie des grandes villes ou dans des villes moyennes. Les prix élevés (rien à moins de 30 000 euros) peuvent être compensés par de fortes primes à l'achat : 7 000 euros de l'État, de 1 500 à 6 000 euros selon les régions. (enquête sur les nouvelles immatriculations, *Le Monde*, 16.10.2020)

La transformation de la production d'énergie sous la forme d'hydrogène permettrait la création d'emplois industriels et assurerait à beaucoup de pays une indépendance énergétique en comptant sur des exportations socialement et écologiquement durables. Ces projets devraient s'inscrire dans une planification éco-socialiste de production et de consommation, appliquée par des groupes publics soucieux de la préservation de l'environnement et des populations.

L'industrie automobile actuelle devra être largement redimensionnée et reconvertie. Des nouveaux emplois et une réduction du temps de travail remplaceraient alors les activités présentes.

José Sanchez



Un concept-car de Toyota à propulsion à hydrogène de 2013

GESTICULATIONS ET IMPASSES DE L'ISLAMOPHOBIE D'ÉTAT

À nouveau, un drame fait l'objet d'une récupération du gouvernement français au mépris des enseignant-e-s et des jeunes, tandis que les informations sur les événements qui ont mené au meurtre tragique de Samuel Paty remontent au compte-goutte.

À la faveur du climat islamophobe qui ne cesse de s'approfondir depuis des décennies et des lois d'exclusion, le gouvernement du président Macron exerce une pression considérable sur les musulman-e-s, organisé-e-s ou non, et la gauche qui soutient la lutte contre l'islamophobie.

Récupération raciste du gouvernement

La liberté d'expression évoquée constamment est de fait réduite à la parole gouvernementale, tandis que la parole des personnes musulmanes est muselée. Ces dernières sont renvoyées à leur confession, et sont accusé-e-s de complicité de meurtre, comme un idéologue bourgeois l'a fait à l'encontre de la militante féministe et antiraciste Rokhaya Diallo sur un plateau de télévision. Par extension, toutes celles et ceux positionnés

en dehors du consensus nationaliste et défendent une égalité de traitement des musulman-e-s, à l'instar du Collectif contre l'islamophobie en France, et cinquante autres associations, sont des cibles du gouvernement qui cherche à les dissoudre.

Mener à bien de telles interdictions et dissolutions d'associations sans rapport avec le crime signifie de réduire davantage encore le peu de droits démocratiques restant de l'État de droit. Ces politiques mêlées d'incompétences et d'aventurisme s'inscrivent toujours plus dans un discours d'extrême droite. Elles masquent à peine les insuffisances gouvernementales quant à la gestion de la pandémie de Covid-19. La mise en place d'un couvre-feu, la fermeture de bars et des restaurants en octobre, et la condamnation des cinémas, concerts et théâtres à ne jouer qu'en journée génèrent beau-

coup de mécontentement. Dans ce cadre, il y a une volonté gouvernementale de renforcer l'identification et la désignation d'un ennemi bien identifié et rejeté comme exogène.

Quel arsenal juridique pour les politiques répressives du gouvernement ?

Il n'y a pas en fait rien de nouveau avec cette manière dont l'État perçoit et traite les musulman-e-s sur son territoire. Cette perception et ce traitement sont hérités d'une vision colonialiste et raciste, et donc également sécuritaire, en percevant les musulman-e-s comme des étrangers-ères aux valeurs nationales (que le pouvoir et ses soutiens appellent République).

Il y a bien le Conseil français du culte musulman, mais il s'agit d'une instance cooptée par l'État et disposant d'une représentativité et d'une

légitimité très faible parmi les musulman-e-s. La dynamique de l'islam de France est marquée majoritairement par un engagement indépendant de toute influence étatique locale et étrangère, à l'instar de la plateforme « Les Musulmans », qui rassemble toutes les associations et mosquées de France qui souhaitent travailler en commun.

Cette initiative d'ampleur nationale, réunissant des milliers d'acteurs et actrices de terrain et des centaines d'organisations, est née de la grande Consultation des musulmans de France, initiée par un groupe de travail en mai 2018. Cette plateforme collaborative tient à se préserver de tout centralisme et à cultiver une diversité, à l'image des différents courants qui traversent l'islam.

C'est une position bien plus laïque que ce qu'en dit le gouvernement. Face à l'exclusion sociale dont sont victimes les musulman-e-s, se mettent en place des dynamiques d'auto-organisation et de participation à la vie locale qui ne se réduisent pas qu'à l'adhésion religieuse. Elle est aussi traversée par des questionnements politiques. Une association féministe musulmane telle que Lallab, au même titre que d'autres associations féministes, fait un travail de valorisation des femmes musulmanes. C'est ce type d'initiatives, d'espaces d'élaboration et de discussion indépendante que le gouvernement cherche d'abord à intimider et idéalement à interdire.

Cependant, le seul résultat à ce jour des privations démocratiques visant les musulman-e-s est de donner des gages à l'extrême droite et autres mouvances fascisantes et d'encourager leurs actions réactionnaires.

Résistance et solidarité

Il est aujourd'hui vital de résister aux politiques répressives du gouvernement français. Il faut faire preuve de solidarité et défendre le droit de toutes et tous à s'organiser comme ils et elles le souhaitent. On n'attendra pas que se produisent d'autres drames pour affirmer cette volonté de vivre et donc résister ensemble. Il est inacceptable que perdure ce hold-up des représentations des musulman-e-s de France, pour nous faire taire et nous intimider. Soyons fiers-ères d'avoir manifesté le 10 novembre 2019, et continuons le combat pour l'égalité et la justice sociale.

Sellouma



Martin Noda/Hans Lucas/Photothèque Rouge

Marche contre l'islamophobie, Paris, novembre 2019



Portada Sonada

Rassemblement massif à Santiago le soir du vote

International **Chili**

LE PEUPLE ENTERRE LA CONSTITUTION HÉRITÉE DE PINOCHET

Le 25 octobre, le résultat du scrutin concernant la création d'une Assemblée constituante souveraine chargée d'élaborer une nouvelle Constitution a dépassé toutes les espérances.

Le peuple chilien vient ainsi d'enterrer la Constitution de Pinochet et des Chicago Boys (économistes néolibéraux disciples de Milton Friedman), mais de grands défis restent à l'ordre du jour.

Ce scrutin fait suite à la crise ouverte par les manifestations d'octobre 2019 : 1,2 millions de personnes avaient alors exigé la démission du président Sebastián Piñera et rejeté le système hérité de la dictature. En effet, en remettant le pouvoir aux civils, le gorille Augusto Pinochet avait imposé – hormis l'amnistie des crimes commis sous son régime (11 septembre 1973 – 1990) – une Constitution garantissant la reproduction perpétuelle au pouvoir des élites conservatrices et le transfert au secteur privé de services publics

essentiels (éducation, santé, protection sociale).

Ainsi, le frère de l'actuel président Sebastián Piñera avait concocté un système de retraites entièrement basé sur la capitalisation, une escroquerie marginalisant les personnes incapables d'en payer les cotisations élevées. Les divers gouvernements ayant succédé à Pinochet – qu'ils soient de droite ou supposément « de gauche » (lors des présidences de Ricardo Lagos ou de Michelle Bachelet) – ont accepté ce cadre institutionnel néolibéral : « *La santé et l'éducation sont hors de prix pour beaucoup de Chiliens, tandis que les retraites sont souvent misérables. Une grande partie des familles sont surendettées. Il n'est pas rare d'enchaîner deux emplois pour pouvoir*

joindre les deux bouts. Et certaines des familles les plus modestes consacrent aux transports un tiers de leurs maigres revenus » (Marc. Hufty, 24 Heures, 27.10.2020).

Une Constituante démocratique

Avec une participation de 50,8 % des électeurs-trices inscrit-e-s, ceux et celles-ci ont tout d'abord approuvé par une majorité de plus de 78 % des suffrages l'enterrement définitif de la Constitution pinochetiste. Alors que le gouvernement de Sebastián Piñera proposait une Constituante « mixte » – formée pour moitié de citoyen-ne-s élu-e-s et de parlementaires, une majorité de 79 % des suffrages s'est prononcée en faveur d'une Assemblée

constituante souveraine composée exclusivement de citoyen-ne-s élu-e-s. Elle devra être élue dans les six mois qui viennent, en parallèle d'élections déjà programmées dans les collectivités territoriales.

Il convient de noter que l'Assemblée constituante devra obligatoirement être paritaire, composée au moins par 45 % – et un maximum de 55 % – de femmes. « *Ce sera le premier pays du monde à rédiger une Constitution de cette façon, nous devons être représentées à notre juste mesure lors de l'élaboration de ce nouveau texte* », affirme Julieta Suarez-Cao, professeure à l'Université pontificale catholique du Chili (Le Monde, 27.10.2020), à l'origine de cette innovation institutionnelle.

La Constituante disposera d'un an maximum pour rédiger un nouveau texte. Chaque article constitutionnel devra être approuvé par une majorité des deux tiers. La nouvelle Constitution fera ensuite l'objet d'un référendum, qui devrait se tenir au plus tard au début de l'année 2022. Pour l'anthropologue social Pablo Ortuzar, « *il y aurait tout intérêt à faire des réformes en parallèle du processus constituant pour répondre aux demandes sociales urgentes de la société* » (Le Monde, 27.10.2020), notamment en ce qui concerne l'actuel système des retraites.

Les partis gardent la main

Toutefois, la composition de la Constituante a été conçue pour tenter de barrer la route à des candidatures indépendantes des forces politiques aujourd'hui dominantes. En effet, pour faire acte de candidature, il faut obtenir un nombre minimum de signatures. Or, pour un-e indépendant-e, obtenir ces signatures risque d'être compliqué en cas de pandémie. En effet, si le gouvernement a dû finalement organiser ce scrutin, il a veillé par de telles clauses à marginaliser autant que faire se peut la présentation de candidatures en faveur de changements structurels et non d'un rafistolage de l'actuel système politique.

Même si « *ce vote massif pour une Convention constituante illustre bien l'immense rejet de la classe politique par les Chiliens. L'un des grands défis des mois à venir sera d'élire des représentants qui aient davantage de légitimité auprès de la société* » (Sylvia Eyzaguine, Le Monde, 27.10.2020).

Hans-Peter Renk



Katarzyna Pierzchała/Strajk Kobiet

Manifestation/grève des femmes, Varsovie, 27 octobre 2020

International Queer Féminisme Pologne

LE PATRIARCAT RENFORCE L'AUSTÉRITÉ

Après des politiques anti-LGBT virulentes, la Pologne se démarque à nouveau en réduisant l'accès à l'avortement.

En fin d'année passée, plusieurs communes de Pologne mettaient en place des «Zones libres d'idéologie LGBT». Celles-ci incarnent la volonté d'élus locaux qui affirmaient la nécessité de freiner l'expansion de «l'idéologie LGBT». Ces zones représentent un danger pour la liberté d'expression, les droits parentaux, l'éducation sexuelle dans les écoles, etc.

Si ces zones ne possèdent juridiquement aucun statut particulier, l'impact de telles actions n'est pas à sous-estimer. En effet, la baisse des ressources financières et matérielles usuellement allouées par les politiques locales aux associations et événements représente de facto une politique d'austérité qui vise spécifiquement les personnes LGBTQ+. De telles politiques renforcent la répression et la discrimination, légitimées par le gouvernement, des membres des communautés LGBTQ+.

Plusieurs associations LGBTQ+ se sont rapidement réunies afin de riposter face à une vague de suicides et au virage répressif pris par les forces de l'ordre face aux manifestations LGBTQ+ de l'été. Une large action de protestation a été menée dans toutes les villes, y compris en accrochant des drapeaux arc-en-ciel aux statues, balcons, mairies et autres lieux symboliques. Cette mobilisation s'est soldée notamment par l'ar-

restation d'une militante trans* qui se retrouve incarcérée... dans une prison pour hommes. Encore un symptôme d'une politique d'État profondément patriarcale, conservatrice et répressive.

Un écho dans le Parlement européen

Les institutions de l'Union européenne ont mis en place des sanctions financières, tandis qu'une lettre ouverte a été adressée aux autorités polonaises signée par plus de cinquante pays pour dénoncer cette situation. Sur les réseaux sociaux, dans les rues et devant les ambassades, s'organisent des rassemblements au nom de la solidarité féministe internationale et internationaliste.

Durant le weekend du 24 et 25 octobre, de nombreuses mobilisations populaires ont été organisées en Pologne pour protester face au durcissement de l'accès à l'avortement. Les politiques antiféministes, au même titre que les anti-LGBTQ+, s'inscrivent dans le maintien d'un ordre patriarcal promu et renforcé par le gouvernement ultraconservateur polonais.

Les mouvements féministes et queer montrent néanmoins tous les jours leur force d'action collective qu'ils mettront en œuvre autant qu'il le faudra pour exiger la fin des violences et en définitive, du cishétéropatriarcat.

Clara Almeida Lozar

International Biélorussie

UNE CONTESTATION POPULAIRE QUI CONTINUE

Depuis 3 mois déjà, le Belarus est ébranlé par un mouvement contestataire populaire de large ampleur.

Les fraudes électorales à large échelle et le refus d'Alexander Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, de quitter la présidence ont poussé plusieurs dizaines de milliers de personnes à descendre dans les rues. La brutalité policière alimente davantage la mobilisation, en y entraînant des masses de gens auparavant apolitiques. La mauvaise gestion de la pandémie

de Covid-19 renforce aussi la colère populaire. Le président biélorusse nie l'existence même du virus. Cette attitude a fortement contribué à sa perte de crédibilité au sein de la population.

La dégradation rampante du niveau de vie est aussi l'une des causes du mécontentement. En effet, l'économie biélorusse est fortement dépendante des sub-

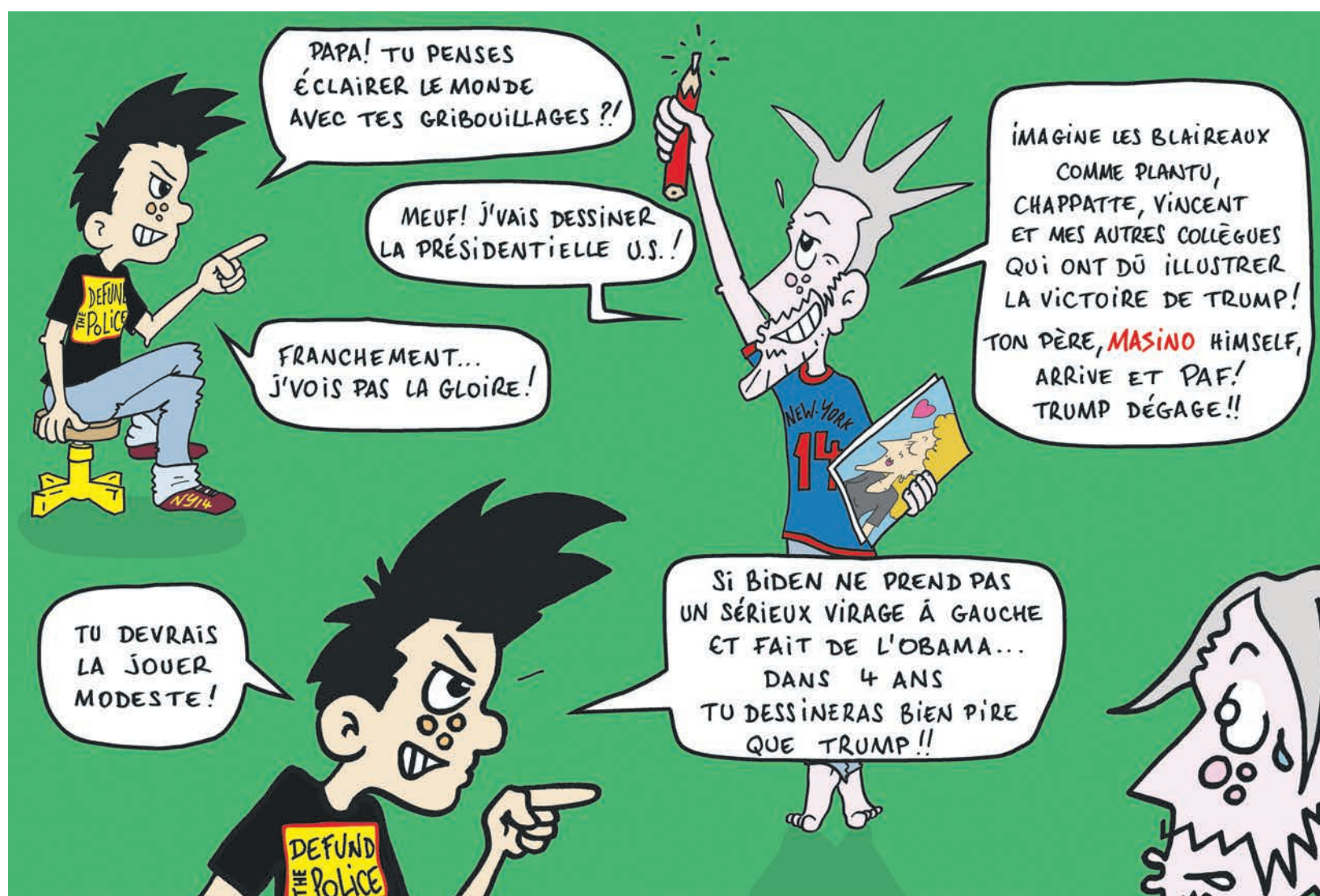
ventions de la part de la Russie qui restent sa principale source de subsistance. Grâce au soutien russe, Loukachenko pouvait en effet «acheter» la paix sociale dans son pays. En échange, Poutine exigeait la loyauté économique et géopolitique de son voisin. Cependant, Moscou est elle-même dans une situation économique et politique très délicate depuis son intervention militaire en Ukraine en 2014 et n'a plus les mêmes moyens pour garantir la stabilité du régime de Loukachenko. L'appauvrissement de la population couplé au renforcement de violence étatique est ainsi à la racine de la révolte actuelle.

Au lendemain de manifestations massives, une grève générale a été lancée le 26 octobre dernier. Les

ouvriers-ères du secteur industriel, les étudiant-e-s, les gymnasiens-ne-s et les enseignant-e-s sont à l'avant-garde de ce mouvement et s'organisent en réseaux d'entraide. Cette grève constitue un événement sans précédent pour le Belarus où durant les 25 dernières années le régime détruisait méticuleusement tout mécanisme d'auto-organisation par le bas.

Plus que jamais, les classes populaires organisées doivent prendre l'initiative en faveur de changements politiques et sociaux afin d'empêcher une récupération de ce mouvement réellement populaire par des forces opposées à leurs intérêts, qu'elles soient pro-russes ou pro-occidentales.

Adelaïde Pougatchiova



solidarités

377
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LA POSTE
Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 Agenda
- 3 Blouses blanches, colère noire!
- 4 « Multinationales responsables » : un premier pas timide mais nécessaire
- 5 Mauvaises surprises aux élections communales
Derrière la colline, un monde à sauver
- 6 Miroir de la société fribourgeoise
Cité Léopard : ensemble contre les expulsions
Cité de la musique : signez le référendum
- 8 Loi sur le CO₂ : sauvons le climat, pas les profits!
- 10 Université : « Il n'est plus possible de travailler dans l'académie sans porter atteinte à sa propre santé »
- 11 Industrie automobile : un faux air de changement
- 12 France : gesticulations et impasses de l'islamophobie d'État
- 13 Chili : le peuple enterre la Constitution héritée de Pinochet
- 14 Pologne : le patriarcat renforce l'austérité
Biélorussie : une contestation populaire qui continue
- 15 Comment saboter un pipeline
Résister pour vivre, marcher pour transformer

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

SOUTENEZ NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- ☐ Annuel fr. 80
- ☐ Étudiant·e-s, AVS, AI Chômeurs·euses 40
- ☐ Soutien 150
- ☐ 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40